

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Algérie d'hier...

Algérie
d'aujourd'hui

VOILA 25 ans commençait la guerre populaire de révolution nationale du peuple algérien contre le colonialisme français. Depuis 1830, ce peuple ne s'était jamais résigné à la domination étrangère, et son histoire, mieux connue aujourd'hui, témoigne des luttes qu'il déclencha périodiquement contre ses oppresseurs. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler, entre autres actions témoignant de sa résistance héroïque, les combats conduits par l'émir Abdelkader, puis la révolte de 1871 dirigée par le Bachaga El Mokrani, ensuite les actions impétueuses en France même, au début des années 20, de l'émir Khaled, enfin les manifestations patriotiques de mai 1945 dans les grandes villes et dans le Constantinois. Combien de martyrs, hommes et femmes, enfants et vieillards, le peuple algérien a-t-il perdu en 132 années pour enfin vivre libre et indépendant dans sa nation retrouvée ? Plusieurs millions sans doute, dont il est difficile d'établir le chiffre exact avec précision, ce qui témoigne du caractère ignoble et monstrueux du colonialisme français.

Le 1er novembre 1954 ouvrit une période de plus de sept ans, au cours de laquelle les forces militaires de la France impérialiste déchainèrent la plus violente répression, n'hésitant pas à recourir à des massacres délibérés de populations entières en rasant des villages à l'aide d'armements modernes, instituant aussi la pratique de la torture qu'avait naguère utilisée, en France même, les criminels nazis de la Gestapo. Un million et demi d'Algériennes et d'Algériens ont été victimes de ces crimes perpétrés et commis au nom de la France.

Mais en définitive, le fer et le feu n'ont pu venir à bout des patriotes algériens qui ont fini par imposer la reconnaissance universelle de l'indépendance nationale de leur nation, la République démocratique et populaire d'Algérie. La célébration du 1er novembre 1954 est indissociable de la victoire du 5 juillet 1962. Aussi, tout en nous inclinant devant la mémoire des innombrables chouhadas, nous honorons le résultat final de leur sacrifice, la victoire de la révolution nationale algérienne.

L'Algérie indépendante d'aujourd'hui appartient au tiers monde. Elle est un pays en voie de développement qui, depuis 17 ans, est contraint à des efforts considérables pour surmonter le retard de son édification économique, industrielle et agricole, entièrement imputable à l'exploitation et au pillage colonialistes antérieurs.

La carence irréversible du Parti communiste algérien, entièrement soumis aux orientations des dirigeants communistes français, est responsable du fait que, contrairement à ce qui s'est passé pour d'autres peuples, en Asie notamment, ce n'est pas la classe ouvrière algérienne qui a eu l'initiative de la Révolution nationale. De ce fait, elle n'en a pas davantage assumé la direction. C'est donc une bourgeoisie nationale qui a conduit le peuple algérien, et notamment les masses paysannes qui ont supporté le plus lourd fardeau de la guerre, jusqu'à l'indépendance. Ces circonstances historiques expliquent que l'État algérien indépendant se soit trouvé dominé, dès sa naissance, par la bourgeoisie nationale et non point par les représentants des plus larges masses ouvrières et paysannes.

Les gouvernants successifs de l'Algérie ont fourni à leur politique diverses références au socialisme. Mais aucun, et pour cause, n'a accepté la référence fondamentale au socialisme scientifique. Le président Boumediène a refusé explicitement la dictature du prolétariat. Il appartient naturellement au peuple algérien, notamment à la classe ouvrière et aux fellahs, de faire son jugement sur cette question qui tient à la nature de son propre État. Mais il ne nous est pas interdit, pour autant, d'indiquer qu'à notre avis, la société algérienne n'est pas une société socialiste authentique, dans laquelle le pouvoir appartient sans réserve aux travailleurs des villes et des campagnes.

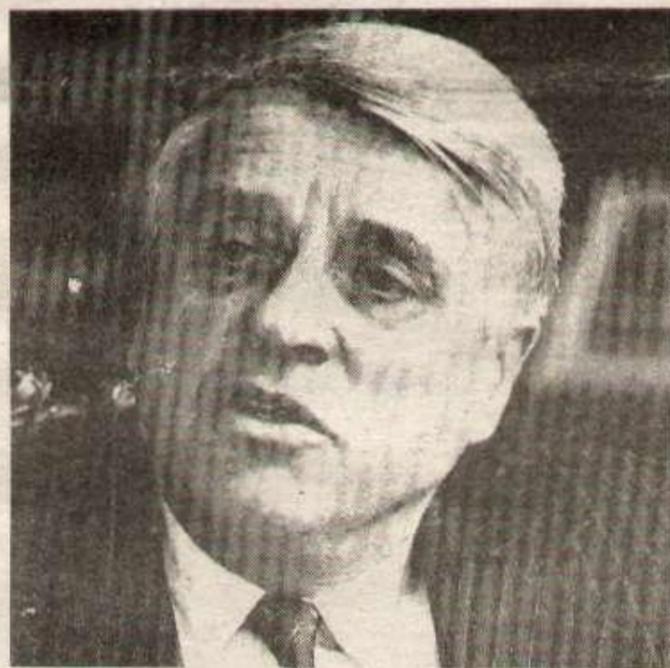
Si le socialisme dominait dans ce pays du tiers

Suite page 2

Scandales et deuil : l'ouverture des présidentielles

Le pouvoir désigne la presse comme
bouc-émissaire

Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, membre du gouvernement depuis 1961. Partisan de Chaban-Delmas aux présidentielles de 1974 ; le gouvernement Chirac est le seul auquel il n'ait pas participé. Il fut récemment l'objet d'hommages appuyés de la part de Giscard. Il faisait partie des quelques noms évoqués pour la succession de Barre au poste de premier ministre



Manifestation des « Alsthom » à Paris

Une sale journée pour Ambroise Roux

ON peut être Ambroise Roux, être à la tête d'un gigantesque groupe financier et industriel et connaître des mardis très pénibles ! L'Alsthom-Atlantique, l'Alsthom-Unelec et ses nombreuses filiales connaissent aujourd'hui une des plus grandes luttes que la direction de l'Alsthom ait eu à affronter.

Ambroise Roux, Shultz, comptaient certainement sur le découragement, la fatigue, l'isolement des grévistes pour voir les activités de leur empire reprendre normalement. Mardi 30 octobre ne fut pas une journée d'espoir pour la direction de l'Alsthom. Au contraire, ce fut un jour d'expression de la combativité, de l'unité de lutte des travailleurs du groupe Alsthom et de ses filiales !

Cette journée débuta à l'initiative des travailleurs de l'Alsthom St-Ouen par un chaleureux accueil aux ouvriers de Belfort. Un train spécial amenant près de 1 400 ouvriers de l'Alsthom-Belfort était attendu gare de l'Est.

A Paris, une importante délégation de l'Alsthom-St-Ouen partis en manifestation de l'usine occupée les attendait à la gare. Le quai de la gare de l'Est fut rapidement envahi et c'est aux cris de « l'Alsthom doit payer » que se constitua un important rassemblement des travailleurs de l'Alsthom-Belfort et l'Alsthom-St-Ouen pour manifester leur unité de lutte contre le patronat commun. Certains firent grise mine. Car tout semblait prévu pour que l'accueil se fasse sans les travailleurs de St-Ouen.

Nombreux furent les travailleurs qui ont posé cette question : « Pourquoi tant de responsables sur les quais : Séguy, Marchais, etc. Pourquoi tant d'insistance à contenir la manifestation des ouvriers de St-Ouen à la porte de la gare ? Le rassemblement sur les quais s'est fait effectivement contre le gré de certains responsables syndicaux. Il s'est réalisé à l'initiative des travailleurs de St-Ouen qui ont voulu exprimer leur volonté commune de lutte avec ceux de Belfort. Certains dirigeants syndicaux devront se persuader qu'il ne suffit pas de répéter que les luttes sont le moteur de la transformation sociale pour y croire.

Les ouvriers de St-Ouen le leur ont rappelé une fois de plus en gare de l'Est.

CAMBODGE

Soutenez la conférence de Stockholm

Le Comité français de soutien à la Conférence s'est engagé à contribuer pour 10 000 francs aux frais d'organisation de la Conférence. Il n'a encore recueilli que 3 800 F. Envoyez sans tarder vos chèques de soutien libellés à l'ordre de Mme LAMIRAL - Conférence mondiale sur le Kampuchea - Comité français de soutien c/o Mme LAMIRAL . BP 22 VILLEJUIF (94800).

Suite de la page 1

monde, souffrirait-il un chômage aussi important que celui qui continue à pousser plusieurs millions de ses fils à s'expatrier dans les pays capitalistes d'Europe occidentale ?

L'Algérie est une société dans laquelle s'opposent des classes aux intérêts opposés. Elle n'échappe pas à une situation qui caractérise tous les pays du monde. Cela signifie qu'inéluctablement des luttes de classe seront développées dans ce pays par les classes dominées, c'est-à-dire par la classe ouvrière et ses alliés, les paysans pauvres, jusqu'à l'instauration définitive du socialisme. Si, certes, ces luttes bénéficient du soutien du prolétariat international, elles n'auront d'efficacité réelle qu'à condition d'être décidées et conduites par les travailleurs algériens eux-mêmes, à l'exclusion de toute ingérence étrangère.

En tout état de cause, pour ce qui nous concerne, en France, nous soutenons activement et continuerons de soutenir de toutes nos forces les justes luttes des travailleurs algériens, nos frères de classe contre l'exploitation capitaliste de l'État et du patronat français et contre l'ignoble racisme que nous condamnons à jamais. Dans les syndicats, quand ces luttes s'appuient sur eux pour se développer, ou dans des organisations propres que se donnent eux-mêmes les travailleurs immigrés pour conduire leurs actions revendicatives, comme le Comité de coordination des résidents des foyers Sonacotra en lutte.

Mais l'Algérie occupe aussi une position importante à la foi dans le tiers monde et dans le Mouvement des non-alignés. Elle fait partie intégrante de cette force mondiale globale, qui constitue le moteur principal de la résistance et des luttes contre l'impérialisme et tout hégémonisme, quel qu'il soit. A plusieurs reprises, ses représentants ont adopté des positions allant efficacement dans le sens des intérêts des pays, des nations et des peuples du monde qui veulent l'indépendance, la libération et la révolution. Tel est le cas vis-à-vis des justes guerres nationales des peuples sahraoui et palestinien et également dans la

lutte pour un nouvel ordre économique mondial. On peut regretter qu'en certaines circonstances, le gouvernement algérien se soit aligné sur les positions du social-impérialisme soviétique, notamment à propos de la situation dans le Sud-Est asiatique. Mais il n'est nullement assuré qu'il s'agisse là d'une ligne définitive, car les masses algériennes, y compris une partie des couches nationalistes bourgeoises, restent profondément attachées au principe de leur souveraineté nationale conquise si chèrement.

Pour ce qui nous concerne, nous avons déjà soutenu et nous soutiendrons encore toute initiative ou prise de position du gouvernement et de l'État algériens, quels que soient ses dirigeants, qui s'opposent aux agissements des deux superpuissances, comme de tout impérialisme, y compris bien entendu l'impérialisme français lui-même.

Notre ligne en la matière est déterminée par notre pleine adhésion à la théorie des trois mondes élaborée, avant sa mort, par le président Mao Zedong.

A cet égard, nous réfutons les accusations de ceux qui prétendent que cette théorie oblige ses partisans à soutenir leurs propres gouvernements réactionnaires. En tant que Français, il est bien connu que nous luttons activement à la fois contre les deux superpuissances et contre le capitalisme français détenteur de l'État et du gouvernement de notre pays. Il n'en est pas autrement dans les pays du tiers monde.

Honneur et gloire au peuple algérien frère, qui a porté un coup irrémédiable à notre ennemi commun, le capitalisme français !

Soutien à toutes les luttes de l'Algérie contre les deux superpuissances et contre tout impérialisme, et pour la consolidation de son indépendance nationale ! Solidarité aux luttes de classe des travailleurs algériens des villes et des campagnes !

Solidarité aux luttes des travailleurs algériens immigrés en France contre l'exploitation capitaliste et contre le racisme !

Vive le 25e anniversaire du déclenchement de la Révolution nationale algérienne !

CONFERENCE DE PRESSE A PARIS

Les patriotes sud-coréens parlent de leur situation difficile



Manifestation en Corée du Sud

Le 30 octobre, plusieurs associations de démocrates patriotes coréens (du Sud) à l'étranger tenaient à Paris une conférence de presse sur les récents événements en Corée du Sud.

Entre autres, étaient représentées :

- L'Association des compatriotes libres en France, la Société d'étude sur le problème de la réunification de la Corée, l'Union des Coréens à l'étranger pour la démocratisation et la réunification... Alain Bouc - ancien journaliste et membre du Comité de solidarité internationale

ainsi que le plus célèbre peintre en Corée du Sud (kidnappé en 1967 par la CIA sud-coréenne - KCIA) étaient également présents.

Les conférenciers ont parlé de la situation très difficile des Coréens du Sud en France et ont notamment rappelé que, en 1967, au moins huit d'entre eux ont été kidnappés et que cela est arrivé encore récemment à au moins deux personnes à Paris. Les 800 à 900 Coréens du Sud en France ne se sentent pas en sécurité. Les autorités françaises ne se préoccupent pas de leur protection.

LES PRINCIPES DIRECTEURS

En août 1977, tous réunis à Tokyo, les représentants de la lutte à l'étranger, organisés dans diverses associations, avaient établi des principes directeurs. Ils sont composés de neuf points qui contiennent en substance :

- L'union la plus large des Coréens à l'étranger contre la dictature, pour un gouvernement de coalition ;
- La suppression des instruments de la dictature et l'établissement des droits fondamentaux du peuple ;

- La condamnation de toute force d'ingérence extérieure ;

- Une économie équilibrée et saine ;

- Réévaluer la culture coréenne ;

- Contribuer au dialogue entre le Nord et le Sud de la Corée ;

- Condamner l'antagonisme entre le Nord et le Sud, pour la réunification de la patrie suivant l'accord de 1972 ;

- Avoir des relations de solidarité avec toutes les forces démocratiques dans le monde.

(A suivre)

La Conférence mondiale de solidarité du Kampuchea qui se tiendra les 17 et 18 novembre prochains à Stockholm en Suède se prépare activement.

- Ses travaux comprendront deux grands thèmes : 1) La situation au Kampuchea et les conséquences de l'invasion vietnamienne - Effets sur la société et le peuple, famine ; - La résistance populaire et les perspectives militaires ; - Le gouvernement légal ou les marionnettes de Phnom Penh ; 2) Le Kampuchea et la situation internationale : - Les pays de l'ASEAN ; - Le mouvement des pays non-alignés ; - L'ONU et le droit international, etc.

Enfin, 250 personnes venues de 25 pays participeront à cette conférence qui servira de caisse de résonance au courant d'opinion de plus en plus important qui condamne l'occupation du Kampuchea par le Vietnam et réclame le départ immédiat des troupes vietnamiennes.

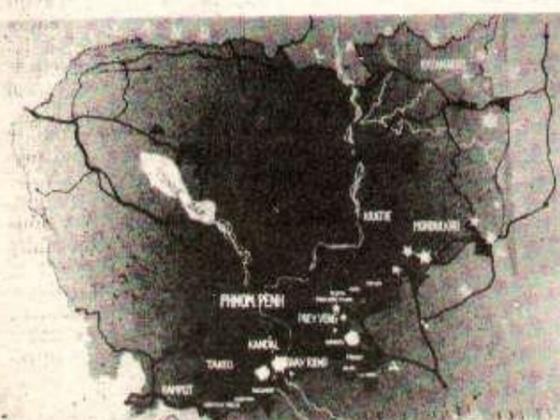
Il est toujours temps de signer, de faire signer largement l'appel de la Conféren-

ce de Stockholm qui développe cette position.

Parmi les premiers signataires en France :

Robert Andréi (médecin), Alain Bouc (écrivain), Régis Bergeron (écrivain), Charles Tillon (écrivain), Jean Cardonnel (théologien), Kostas Mavrikis (universitaire), Joris Ivens et Marcelline Loridan (cinéastes), Edmond Joue (universitaire).

Pradith Vongbandith (secrétaire général du Comité pour l'indépendance du Laos), M. Bizet (député de la Manche, apparenté RPR), Roger Dubois, Pierre Barès (médecin), Roger Fels (médecin), J.M. Poncet (médecin), Philippe Poncet (médecin), Françoise Caroz (médecin), Michèle Giordani (médecin), Robert Allezaud (employé), M.L. Saura (enseignante), Edmonde Charles-Roux (écrivain), Jean-Claude Cluzant (syndicaliste SNCF), Agnès Lofert (étudiante), Paul Cesbron (médecin), Maryvonne Lecuyer (enseignante), Alain Paucard (écrivain), Yves Di Manno (écrivain), Daniel Biau (ingénieur), Guillaume Chantry (ingénieur), Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France, Union des Patriotes du Kampuchea en France, Monica Garcia Orozco (étudiante), Jacques Poitou (enseignant), Jean-Guy Dufour (ingénieur), Annie Brunet (journaliste), Mme Rey (enseignante), Mme Jullian (enseignante), Claude Derrienne (journaliste), Jacques Lancier (journaliste), Anita et Pierre Biaia, Hugues Monod (professeur de médecine), Mme J. Monod, Hubert Laudet.





Arrivée des travailleurs de l'Alsthom-Belfort à Paris. Ceux de l'Alsthom-Saint-Ouen étaient là pour les accueillir

MANIFESTATION DES «ALSTHOM» A PARIS

Une sale journée pour Ambroise Roux

(Suite de la page 1)

L'après-midi fut l'expression de l'unité de lutte entre l'Alsthom-Saint-Ouen, l'Alsthom-Belfort et d'autres entreprises du groupe. Une belle manifestation combative, vivante, s'est fauiliée dans Paris, créant sur son passage des mouvements de foule qui témoignaient de la sympathie de la population parisienne à l'égard du conflit. « Jamais on n'avait vu ça au niveau du groupe », c'est ce qu'on entendait un peu partout. En effet, jamais les ouvriers de l'Alsthom n'avaient réalisé une telle unité de lutte contre la direction du groupe. De nombreuses entreprises Alsthom étaient là : Belfort, Saint-Ouen, Tamaris, Marseille, Nantes ; de nombreuses délégations venues en car : Rateau, Delas-Wier, Neptune, Orléans-Nelec, Alsthom-Saint-Denis. Des débrayages allant jusqu'à trois heures ont permis à de nombreux travailleurs du groupe de venir accroître un peu plus la pression revendicative contre la direction.

Cette journée doit être jugée comme très positive. Elle a fait comprendre à de nombreux travailleurs et militants qu'il fallait désormais lancer la lutte non pas entreprise par entreprise mais bien au niveau du groupe. Cette idée n'est pas

acquise mais elle progresse. A n'en pas douter, il se posera rapidement la question de la direction de la lutte au niveau du groupe. Les intersyndicales répondront-elles à ce besoin, cette question leur est désormais posée. Comme l'ont réaffirmé les ouvriers de l'Alsthom-Saint-Ouen, les travailleurs des entreprises Alsthom et des filiales ne sont pas venus à Paris pour exprimer seulement leur solidarité. Ils ont participé à une même lutte, leur lutte dans laquelle se retrouvent au coude à coude Belfort, Saint-Ouen, Tamaris, Marseille, Neptune, etc. contre le patronat commun : Roux, Schultz.

Voilà bien la leçon de cette journée ! En considérant que c'est ce qui restera essentiellement gravé au fond des mémoires, il faut faire quelques commentaires sur les interventions des fédérations syndicales que ce soit à la gare de l'Est ou devant la direction Alsthom, avenue Kléber. Dans ces interventions, il y a quelques contradictions qui prêtent nécessairement à réflexion. La plus criante est celle qui apparaît dans l'intervention au nom de la CFDT, gare de l'Est : « C'est à Paris que sont rassemblés les dirigeants des grandes entreprises, le patronat, le gouvernement, tous les centres de pouvoir ».

Voilà qui justifie bien le

déplacement !

Mais, trois lignes plus loin, la CFDT s'évertue à expliquer que les deux centres de pouvoir qui sont décisifs pour Belfort sont : « L'usine Belfort, d'abord, la cour d'appel de Besançon ensuite ». De quoi vous faire retourner à Belfort par le train suivant ! Le déplacement, d'après la CFDT, ne se justifie que par la nécessité de briser le mur du silence. Cela y contribue, certes, mais alors pourquoi dit-on que tous les centres de pouvoir sont à Paris ? Pourquoi ne dit-on pas dans cette intervention que cette marche voit converger tous les efforts de tous les ouvriers de l'Alsthom, qu'ils soient de Belfort, Marseille, Saint-Ouen, etc. contre l'ennemi commun.

Et si l'objectif était de briser le mur du silence, on peut s'étonner de l'absence des entreprises de la métallurgie de la région parisienne. Alors que les femmes des ouvriers de l'Alsthom-Belfort débrayent pour affirmer leur solidarité au cours de cette manifestation, les métallos parisiens ne font rien ! Il y a là un décalage entre une aspiration naissante et qui commence à être soutenue, à savoir la lutte unie contre la direction Alsthom, et le point de vue des fédérations développées gare de l'Est ou devant la direction Alsthom, fédérations qui invitent et appellent à la négociation entreprise par entreprise.

Le souci de nombre de militants était au contraire d'affirmer le caractère uni de leur lutte contre la direction commune de l'Alsthom.

A n'en pas douter, ces discordances quoique clairement évidentes sont passées inaperçues pour bon nombre de participants à cette belle manifestation. La joie de se retrouver ensemble dans un même élan combatif contre cette direction rétrograde laissait au second plan cette analyse mais peut-être pas pour longtemps !

Charles MALLOIRE

Les femmes des grévistes de l'Alsthom étaient là

A Paris, les femmes étaient là. Elles sont venues à plusieurs dizaines avec leur banderoles, décidées à faire comprendre au patronat de l'Alsthom qu'elles soutiendraient jusqu'au bout leurs maris en grève depuis plus de six semaines. Leur mot d'ordre est simple, elles le crient, le chantent à tue-tête et exigent des journalistes qu'il soit mis en relief : « On ira jusqu'au bout ! Jusqu'à se partager pour les manger les épluchures de pommes de terre ! ». Cela suffit pour décrire leur détermination. Autre fait significatif. Parmi elles, celles qui travaillent dans d'autres entreprises avaient organisé des débrayages pour venir à Paris en solidarité avec leurs maris. Quand vous leur posez la question : « Qu'attendez-vous des autres femmes », elles vous répondent à l'unisson : « Les femmes doivent s'unir à ceux qui luttent ! La lutte des travailleurs de l'Alsthom, c'est aussi la lutte des femmes. »

SUICIDE MINISTERIEL

Scandales et Deuil: l'ouverture des présidentielles

Le pouvoir désigne la presse comme bouc-émissaire

MINISTRE du travail et de la participation, Robert Boulin s'est donné la mort dans des circonstances et pour des motifs sur lesquels n'existent aujourd'hui que des hypothèses. Méc à une affaire immobilière pas claire, soumise à information judiciaire, son nom avait été récemment cité dans la presse à ce propos. Il n'en faut dès lors pas plus pour que du côté du gouvernement, on présente le disparu comme la victime des « calomnies de la presse ». C'est vite aller en besogne. Mais on comprend bien comment cette vertueuse indignation contre des journalistes « sans foi ni loi » pourrait permettre à Giscard, et à plusieurs de ses acolytes du gouvernement, de mettre une sourdine au tintamarre des casseroles qu'ils traînent derrière eux.

Pour mémoire, l'affaire des diamants de Bokassa. Mis en cause : Giscard et sa famille ; Galley, ministre de la coopération, et Bourges, ministre de la défense. Accusation non démentie à ce jour. La question était posée sur les liens entre les charges ministérielles et présidentielles de Giscard et la fortune de sa famille. L'affaire de la feuille d'impôt du président qui l'a révélé comme un couturier du boursicotage. Une affaire de passe-droit immobilier concernant Barre dans son acquisition d'une villa à Saint-Jean-Cap-Ferrat, etc.

Au total, un bon paquet de révélations éclairant de manière assez crue la façon dont un certain nombre d'hommes du pouvoir pratiquent la confusion entre charge publique et intérêt privé. Partie visible de l'iceberg.

Bien entendu, cette éclosion de fleurs sur le fumier n'est certainement pas spontanée et on pourra trouver qu'il s'agit d'une ouverture un peu nauséabonde pour une élection présidentielle. Mais la bourgeoisie est coutumière de cette façon de mener la lutte politique. Qu'on se souvienne seulement de la feuille d'impôts

de Chaban-Delmas et des « affaires » qui accablèrent

les milieux gaullistes avant que le ministre des finances, Giscard, n'emporte l'élection présidentielle de 1974.

Qui remue la boue aujourd'hui ? Qui est en mesure de profiter du discrédit moral qui, par touches successives, atteint le président et son gouvernement ?

Bref, qui pourrait tirer parti d'une ambiance de crise politique ? Le RPR, le PS peut-être. Sûrement pas le PCF qui a besoin de temps pour procéder au rééquilibrage de la gauche à son profit et dont les dirigeants n'ont rien à attendre de remaniements anticipés. Cette situation conduit d'ailleurs Marchais à rappeler — et en cela nous ne le contredisons pas — qu'il a une autre conception de la lutte politique. On est par contre stupéfait quand on lit dans l'Humanité de ce mercredi 31 octobre sous la plume de Roland Leroy : « M. Boulin était l'objet d'une campagne menée par Le Canard enchaîné et Minute à laquelle le Monde et Le Matin ont largement fait écho. Quelles que soient les circonstances de sa mort, M. Boulin est la victime de ceux qui s'acharnaient contre lui ».

Et l'évocation plus loin de Jaurès « assassiné au terme d'une campagne haineuse » paraît, pour le moins, déplacée.

Le moins qu'on puisse dire d'une telle position, c'est qu'elle est bigrement ambiguë, faisant pratiquement chorus avec le pouvoir pour déclarer la presse coupable dans cette affaire. Coupable de quoi ? D'avoir informé ? De ne pas prendre pour argent comptant les protestations d'honnêteté et de droiture de ceux qui nous gouvernent ? C'est grave à une époque où le pouvoir multiplie les efforts pour, précisément, contrôler et museler l'information.

Dans ce sens, nous nous faisons un devoir de faire état du communiqué de la rédaction du Canard enchaîné qui ne peut nullement être tenue pour responsable des conséquences des turpitudes des politiciens de la bourgeoisie.

Pierre MARCEAU

Mise au point du «Canard Enchaîné»

ANS un éditorial intitulé « Sur une mort », le Canard enchaîné évoque en première page la disparition de Robert Boulin.

« (...) Nous déplorons profondément la mort dramatique du ministre du Travail. Mais nous ne l'avons pas calomnié. Le Canard, dans son enquête sur l'acquisition foncière de Robert Boulin, s'en est tenu rigoureusement aux faits. Il a publié des documents sur lesquels, de son côté, la Justice s'appuyait pour mener son instruction. Car, ne l'oublions pas, cette affaire était entre les mains de la Justice depuis quelques mois. Le Canard a publié son article après avoir rencontré, à sa demande, le ministre du Travail, entrevue qui a été vivement reprochée à Robert Boulin le lendemain matin en plein Conseil des ministres par M. Giscard.

« (...) Nous avons aussi fait état de sa version dans le même numéro du Canard. Le ministre du Travail a fait paraître ensuite une mise au point à l'AFP. Nous avons préparé des réponses pour le numéro de cette semaine, point par point à ce texte. Il va de soi qu'étant donné les circonstances et par discrétion, nous ne les publierons pas.

« A aucun moment, dans cette affaire, Le Canard n'a failli à la déontologie de notre profession, il n'a enfreint aucune des règles de prudence et d'honnêteté de notre métier. Il a accompli et il accomplira toujours son devoir d'information. »

LE PCF ET LE CAMBODGE

Derrière les déclarations humanitaires...

Qui n'a vu dans les journaux ou à la télévision ces images douloureuses de réfugiés cambodgiens passant la frontière khméro-thaïlandaise ? Les petites phrases qui échappent de temps en temps aux dirigeants pro-vietnamiens de Phnom-Penh ou à ceux de Hanoï (du genre de celle prononcée par le ministre de la défense fantoche à Moscou : « Pas un seul Cambodgien ne meurt de faim aujourd'hui » ou celle du premier ministre vietnamien, Pham Van Dong : « Le peuple cambodgien est heureux ») révoltent.

En France et dans le monde, de nombreuses organisations humanitaires et politiques ont lancé une campagne de soutien au peuple cambodgien (cf. encadré : notre soutien). Mais il y a plusieurs façons d'aider un peuple. Et il en va de cette campagne humanitaire comme de beaucoup d'autres : elle est le terrain d'une bataille politique importante que nous ne devons pas désertier.

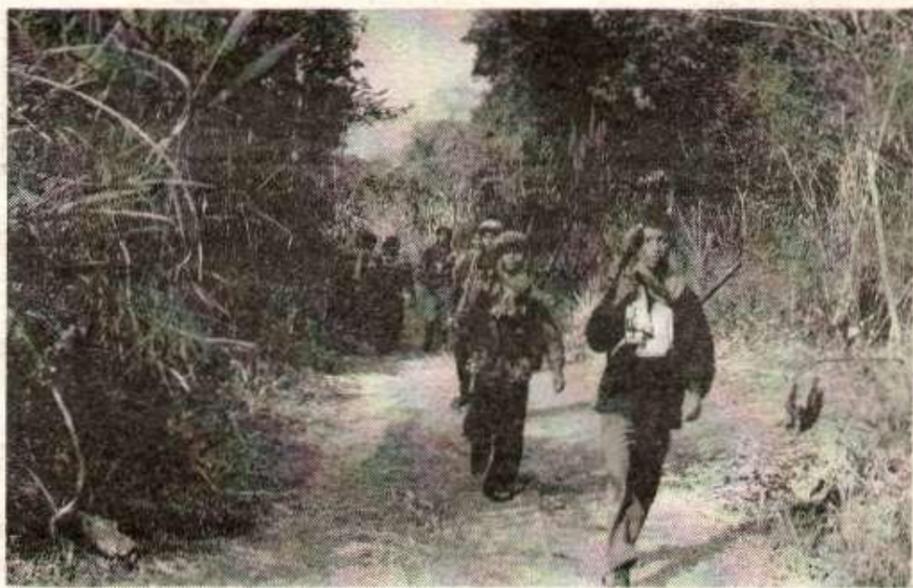
La majorité des organisations comme la Croix Rouge, l'UNICEF, le PAM (Programme alimentaire mondial), Médecins sans frontières, ainsi que plusieurs pays d'Europe ont orienté leur aide en direction de l'ensemble du peuple cambodgien, donc également en direction des populations vivant dans les zones de maquis. Elles de-

mandent aussi l'autorisation de contrôler la distribution des vivres jusqu'à leur destination finale.

LA POSITION DU PCF

Par contre, l'Humanité, organe central du PCF, développe dans ses colonnes des conceptions bien différentes :

« Sœur Vandermeer, de passage à Hanoï après un séjour au Cambodge en tant qu'accompagnatrice du « Comité français d'aide médicale et sanitaire au peuple cambodgien » s'est élevée contre les « garanties » demandées par la Croix-Rouge internationale et les pays occidentaux quant à la destination réel-



Les résistants cambodgiens partent au combat contre l'occupant vietnamien

La position du PCF, reprise de façon moins explicite par les organisateurs du Secours populaire et du Comité français d'aide médicale et sanitaire, est donc très claire : c'est d'ailleurs, à peu de choses près, celle de Phnom-Penh ou de Hanoï, à savoir :

— Deuxièmement, tenter d'empêcher à tout prix que des secours soient distribués aux Cambodgiens vivant dans les zones de maquis.

Or, les populations vivant dans les zones de maquis s'élèvent à plusieurs centaines de milliers (2,5 millions d'après un reportage dans les zones de résistance passé à l'émission l'Événement). Ces centaines de milliers de personnes qui ont gagné les montagnes et les forêts après l'invasion vietnamienne font partie du peuple cambodgien au même titre que celles vivant dans les zones occupées par l'armée vietnamienne. Au nom de quelle argumentation pourrait-on exiger, comme le fait l'Humanité, de ne pas les secourir ?

Suite page 5

— Premièrement, tenter d'imposer que les organismes internationaux comme l'UNICEF ou la Croix-Rouge n'aient pas droit de regard sur la distribution finale des aides. Condition inacceptable car qui pourrait alors contrôler que l'aide aille effectivement au peuple cambodgien (qui, dans les zones contrôlées par Hanoï, est également menacé dans sa survie) et ne soit pas accaparée par les 200 000 soldats vietnamiens qui occupent le Cambodge ?

Soutien sans réserve au peuple cambodgien!

Nous soutenons sans réserve le peuple cambodgien. Nous devons le soutenir de toutes nos forces, y compris sur le plan humanitaire, parce que se pose la question cruciale de sa survie. Pour la première fois sur une telle envergure, un pays nommé Vietnam mène une guerre dont l'arme la plus redoutable n'est pas le fusil mais la FAIM. Et comment un peuple affamé pourrait-il avoir la force de se défendre contre l'occupant ?

Aider le peuple cambodgien sur le plan matériel, c'est aussi une manière de l'aider à résister à l'invasion vietnamienne. Aujourd'hui, en France, nombreux sont les gens de tous les milieux et de toutes les opinions qui, touchés par le drame du peuple cambodgien, sont prêts à faire quelque chose. Nous devons être partie prenante de ce mouvement de solidarité qui contribuera à éclairer la terrible responsabilité des autorités de Hanoï. La Croix-Rouge du Kampuchea démocratique (qui siège dans les zones de maquis) a, dès le mois d'août, lancé un appel à l'aide internationale.

Pour y répondre, envoyez vos chèques à l'ordre de « Nghet Chopininto » à l'adresse suivante : Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France, 53, avenue Lénine - 94 Gentiilly.

Des organismes internationaux comme la Croix-Rouge ou l'UNICEF participent aussi à la campagne de solidarité. Cette action est positive et a d'ailleurs reçu le soutien des zones de résistance pourvu qu'elle s'adresse à l'ensemble du peuple cambodgien et que la distribution des aides soit contrôlée jusqu'à leur destination finale.

le des aides adressées au Cambodge » (l'Humanité du 11 septembre 1979).

On peut lire dans l'Humanité du 5 octobre 1979 : « Un malaise subsiste, né de l'insistance mise par certains - notamment la Commission de Bruxelles et, par conséquent le gouvernement français - à ce que l'aide soit distribuée à « toutes les parties en présence », à « tous les nécessiteux ». Si l'on entend par là que les réfugiés qui se trouvent dans les camps de Thaïlande doivent être secourus, cela ne souffre aucune discussion. Qui peut cependant nier, que

certaines forces cherchent, en se saisissant de considérations caritatives, à intervenir dans les affaires d'un peuple si cruellement meurtri ? ».

Et lors d'une conférence de presse organisée par treize organisations humanitaires, le représentant du Comité français d'aide médicale et sanitaire à la population cambodgienne (créé à l'initiative du PCF) n'avait-il pas déclaré qu'il était « impossible » d'aider les Cambodgiens vivant dans les zones de maquis et que d'ailleurs les autorités de Phnom Penh avaient dit : « Ou ils se rendront ou ils périront sur place ».

Des réfugiés fuyant la faim et l'envahisseur

Dans le dernier Humanité-dimanche, Roland Leroy écrit, à propos de résistants qui combattent l'invasion vietnamienne : « Ils massacrent encore et c'est cette situation qui engendre le nouveau flot de réfugiés en Thaïlande ».

Pourquoi Roland Leroy ne cite-t-il pas plutôt les autorités provietnamiennes de Phnom Penh qui ont reconnu publiquement avoir lancé près de la frontière thaïlandaise « des opérations à caractère plus policier que militaire » contre les résistants ?

C'est justement après ces opérations que de nouveaux flots de réfugiés sont arrivés en Thaïlande, où ils ont d'ailleurs raconté que l'armée vietnamienne avait fait main basse sur les secours médicaux et alimentaires apportés quelque jours plus tôt par la Croix rouge internationale et l'UNICEF.

Et parmi ces dizaines de milliers de réfugiés, nombreux sont les résistants se repliant temporairement sous le coup des attaques vietnamiennes. Ce week-end, 30 000 d'entre eux (hommes et femmes) ont regagné leur pays pour reprendre le combat contre l'occupant.

Une autre raison du flot de réfugiés, c'est que, pour la première fois depuis plusieurs années, le riz n'a pratiquement pas été cultivé au Cambodge et que, pour cette raison, la famine s'étend un peu partout. Va-t-on encore nier la responsabilité de Hanoï dans cette situation aujourd'hui, alors que les soldats vietnamiens ont envahi le pays depuis maintenant plus de dix mois, empêchant les semences détruisant ou pillant les semences et les récoltes ?

Les troupes vietnamiennes doivent évacuer le Cambodge, il faut laisser le peuple de ce pays choisir librement son gouvernement !

SIHANOUK AUX DIRIGEANTS VIETNAMIENS

« Vos considérations humanitaires seraient très nobles si elles étaient sérieuses »

Dans l'Humanité, on lit souvent que l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge aurait été rendue nécessaire par les provocations du Cambodge contre la frontière vietnamienne et par le soutien humanitaire de Hanoï à l'égard du peuple cambodgien.

Sur ces justifications, laissons plutôt la parole au prince Sihanouk dont les prises de position hostiles aux « Khmers rouges » ne l'empêchent pas de n'être pas dupe des prétextes invoqués par le Vietnam.

Dans une lettre adressée au dirigeant vietnamien Pham Van Dong, le prince reprend à son compte la thèse de l'agresseur vietnamien, selon laquelle le gouvernement du Kampuchea démocratique aurait lancé des provocations contre le Vietnam avant 1978.

Mais, ajoute-t-il, elles « ont provoqué une riposte vietnamienne sans commune mesure avec les excès commis. Cette riposte se traduit par une occupation à laquelle votre gouvernement n'envisage nullement de mettre un terme de l'ensemble du territoire khmer. Il s'agit en réalité d'une colonisation avec confiscation de terre au profit de vos compatriotes, annexion d'îles côtières d'intérêt stratégique, appropriation des ressources naturelles et des richesses artistiques et culturelles de mon pays.

Votre gouvernement a voulu justifier l'invasion du Cambodge par des considérations altruistes et humanitaires qui seraient très nobles si elles étaient sérieuses. (...) »

Sihanouk met ici le doigt sur une contradiction flagrante dans les « explications » du Vietnam : pourquoi son occupation du Cambodge se prolonge-t-elle plus de dix mois après l'invasion ?

A moins que le gouvernement fantoche installé à Phnom-Penh par les chars vietnamiens ne soit pas aussi aimé et soutenu que l'Humanité veut bien le dire par le peuple cambodgien et qu'il ne tiendrait pas un seul jour sans les 200 000 occupants vietnamiens ? A moins, aussi, que le Vietnam ne soit animé d'aucun souci humanitaire comme il le prétend, mais plutôt d'une soif de domination sur ses voisins ?

D'ailleurs, les menaces actuelles à peine voilées lancées par Hanoï contre la Thaïlande ne donnent-elles pas raison à tous ceux qui, dès le début de l'invasion, ont affirmé que le Vietnam voulait dominer toute la région et qu'il était pour cela, armé et encouragé par Moscou ?

Au mois de février dernier, pour faire cesser les provocations vietnamiennes à sa frontière et porter un coup à l'hégémonie du Vietnam, la Chine avait lancé une contre-offensive d'une durée d'un mois. Depuis, toutes ses troupes ont été retirées du Vietnam. Le Vietnam, lui, maintient ses troupes au Cambodge : car il est agresseur.

Suite de la page 4

UN TREMPLIN POUR FAIRE ADMETTRE L'INVASION

En reprenant à son compte le refus de Hanoï qu'une aide internationale soit distribuée à « toutes les parties concernées », c'est-à-dire aussi aux zones de maquis, l'organe central du PCF peut-il ignorer les conséquences de cette sentence : la mort pour des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, de combattants. Et l'objectif de Hanoï apparaît ici clairement : il veut que les résistants abandonnent le combat et se rendent.

Mais l'organe central du PCF n'en reste pas là. C'est ainsi que dans l'*Humanité-Dimanche*, sous la plume de Roland Leroy, on peut lire : « Je crois vraiment que ce serait l'honneur de la France de reconnaître le gouvernement du Cambodge et de lui apporter immédiatement l'aide humanitaire, alimentaire et médicale dont ce pays a un besoin urgent ».

Dans l'*Humanité* du 11 octobre, dans une lettre de Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central du PCF, à Raymond Barre, on peut lire : « Un véritable plan d'aide doit être élaboré et discuté avec les autorités de Phnom-Penh. Mais j'ajoute que cette aide serait naturellement plus efficace si des relations diplomatiques étaient nouées

avec la République populaire du Cambodge ».

Et voilà, la boucle est bouclée : la direction du PCF ne considère finalement l'aide humanitaire que comme un marche-pied à une reconnaissance diplomatique du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, ce qui équivaudrait à accepter le fait accompli de l'invasion vietnamienne au Cambodge.

UNE BATAILLE A MENER

Jusqu'à présent, la plupart des organismes internationaux et des pays membres de l'ONU ont refusé de souscrire à ces conditions. Voilà qui est positif. Mais la bataille est loin d'être terminée et nous devons en être partie prenante.

Hanoï et les dirigeants qu'il a mis en place à Phnom-Penh ne peuvent pas souscrire à une aide massive, contrôlée jusqu'au bout par les organismes internationaux et distribuée à l'ensemble de la population cambodgienne car cette action de solidarité les gêne dans leur projet de domination totale du Cambodge. Cette action peut (à condition de rester ferme sur ses objectifs) faire apparaître de plus en plus clairement aux yeux de l'opinion publique la responsabilité du Vietnam dans la famine qui sévit aujourd'hui et contribuer à rendre l'exigence du retrait des troupes vietnamiennes plus massive.

Claude LIRIA

La majorité des pays de l'ONU reconnaissent le gouvernement légal du Kampuchéa démocratique

A propos du vote majoritaire de l'ONU, reconduisant le gouvernement du Kampuchéa démocratique dans son siège, l'*Humanité* parle de « majorité de circonstance » où « les Etats-Unis et la Chine mélangent leur vote avec ceux de la Belgique, de l'Equateur, du Pakistan et du Sénégal pour soutenir les partisans new-yorkais de Pol Pot ».

L'objectif de l'*Humanité* est de faire croire à ses lecteurs que seuls des puissances impérialistes ou des dictatures fascistes pro-américaines soutiendraient le gouvernement dirigé par Pol Pot, et ceci avec la bénédiction de la Chine.

Mais la vérité, c'est que 85 pays membres de l'ONU ont voté oui, sans compter 35 abstentions.

Parmi ces pays, dont la grande majorité est constituée de pays du tiers monde, faut-il rappeler qu'on trouve la Yougoslavie, la Roumanie (la Corée du Nord non-représentée à l'ONU a la même position), pays que le PCF considère comme socialistes ; il y a aussi bon nombre de pays qui, comme la Tanzanie, la Somalie ou l'Iran, sont loin d'être des dictatures pro-américaines.

Bien sûr, nous ne sommes pas dupes du fait que, parmi ces 85 pays, certains ont voté pour le gouvernement légal dirigé par Pol Pot, en invoquant le droit à l'indépendance des peuples, alors qu'eux-mêmes ont violé ce droit plusieurs fois (l'exemple le plus typique étant les USA).

Mais est-ce une raison pour nier le droit à l'indépendance des peuples, et en particulier du peuple cambodgien ?

De même, pour la campagne humanitaire qui se développe en ce moment, certains pays ou organisations ont des objectifs louches dont l'anticommunisme n'est pas exempt. Mais est-ce le cas d'organismes internationaux comme l'UNICEF, qui dépend de l'ONU, du PAM (Programme alimentaire mondial) ou d'une organisation comme Médecins sans frontières ?

AVEC LE PARTI



BUTIONS... CONTRIBUTIONS ... CONT



Contre l'attitude unilatérale sur la question de Staline

31 mai 1979

Au Comité de rédaction, L'Humanité rouge

Chers camarades,

Ceci est à propos des « Premières réflexions » publiées dans l'*Humanité rouge* par le camarade Jacques Jurquet au nom de la direction. Tout ce qui est écrit est d'un très grand intérêt. Cependant, il faut émettre quelques réserves sur la manière relativement cavalière dont la question de Staline est traitée dans l'*Humanité rouge* No 1 099 du 24 mai 1979 (Premières réflexions - 4).

La question de Staline est toujours d'actualité et le sera de plus en plus au fur et à mesure du développement des luttes. Or, la bourgeoisie et d'autres réactionnaires portent aux nues les erreurs réelles ou imaginées de Staline et du PC(b)US pour, en réalité, porter atteinte aux luttes révolutionnaires, à la violence révolutionnaire, et à la fermeté révolutionnaire, ainsi, plus généralement, qu'au marxisme-léninisme. Par des mensonges et des falsifications, qui passent pour la vérité historique, on a plus ou moins réussi à faire du stalinisme quelque chose d'épouvantable (comme on est en train de le faire pour Pol Pot et le PCK).

Il est le devoir des communistes de tirer les choses au clair, et ce de manière systématique, et approfondie. Il s'agit là, comme le dit le camarade Jacques Jurquet lui-même, de faire « une analyse matérialiste dialectique et historique profonde sans concessions sentimentales comme sans exagérations passionnelles ». Le camarade Jacques Jurquet insiste sur la nécessité d'une « analyse historique plus complète ».

Rappelons, tout de même, qu'une analyse vraiment complète sur la période staliniste ne peut être menée à bien que par les communistes soviétiques, comme l'ont déjà souligné les camarades chinois. Ce qui peut être fait à l'extérieur de l'URSS ne pourra donc être qu'une analyse relativement partielle. Mais il faudra quand même la faire, cette analyse.

Néanmoins, à partir des éléments et des indices déjà existants, les communistes ont déjà tiré une première analyse du stalinisme, analyse qu'on peut nullement réfuter facilement. D'ailleurs, le camarade Jacques Jurquet écrit :

« ... Nous considérons qu'il y a eu principalement des aspects positifs dans la construction du socialisme en URSS... ».

Rappelons bien ce « principalement ». D'ailleurs même Mao a dit que chez Staline, il y avait 7 de bon et 3 de mauvais. Cependant, dans le reste de l'article en question, il y a surtout des appréciations négatives. Ainsi :

« Nous savons désormais qu'il y a eu pendant l'époque de la direction de Staline des violations de la légalité socialiste, des mesures d'autorité brutale, des erreurs théoriques et pratiques, et des crimes ».

Comment le lecteur « non-averti » va-t-il prendre une telle déclaration ? Dans l'esprit actuel imposé par la bourgeoisie, il le prendra comme une confirmation de toutes les crapuleries qu'on a racontées sur le stalinisme, une confirmation faite par les gens qui se disent eux-mêmes stalinistes, donc un aveu de taille.

- Vous me rétorquerez que ces choses ont effectivement eu lieu sous Staline. Et moi, je peux vous renvoyer la balle en disant que des choses semblables, et décrites officiellement comme telles, ont eu lieu en Chine aussi. Seriez-vous d'accord de dire qu'en Chine pendant l'époque de la direction de Mao, il y eut de ces choses-là ? Non, bien sûr. Vous diriez plutôt que ces choses eurent lieu malgré la direction de Mao. Alors, pour Staline, c'est différent ? Pourquoi ?

Il est dit dans l'article que Staline aurait « pendant plusieurs décennies », détenu « ... tous les pouvoirs à la tête du MCI (Mouvement communiste international) ». En êtes-vous si sûrs ? En avez-vous des preuves pour des accusations aussi graves ? Avec quels moyens Staline aurait-il assumé « tous » ces pouvoirs ? Avec le KGB ? Il n'y en avait pas au MCI ! Avec des moyens financiers ? La plupart des PC dans le monde étaient essentiellement indépendants dans ce domaine ! Avec des moyens militaires ? Passons ! Il reste donc que les moyens idéologiques, mais cela n'équivaut pas à assumer tous les pouvoirs comme vous dites.

Par ailleurs, rappelons que l'*Humanité rouge* a consacré, il y a quelque temps, sa dernière page (du quotidien) au 26e anniversaire de la mort de Staline. Y défendait-on les aspects positifs et principaux du stalinisme ? Bien sûr que non ! L'essentiel de l'article se dévouait à dépeindre les erreurs, les bavures, etc. On a même trouvé de la place pour se scandaliser sur la giflette qu'Ordjonikidze aurait livrée à ses camarades géorgiens. Mais, l'essence de l'époque staliniste en URSS et ailleurs, l'essence de ce que représentait Staline - la continuation, développement et application du léninisme, la construction du socialisme en URSS, l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire mondiale, le soutien ferme aux nations opprimées, la guerre antifasciste - en aviez-vous parlé et souligné dans cette dernière page ? Non !

En fin de compte, auriez-vous honte de défendre et de partager ce qu'il y avait de juste et principal dans le stalinisme ? Nous sommes d'accord qu'il y a eu des erreurs, et d'ailleurs, ce serait étonnant s'il n'y en avait pas. Après tout, le matérialisme dialectique nous apprend qu'il y a l'unité des contraires dans tout. Puis, l'un se divise en deux. Et c'est ce deuxième aspect qui a pris le dessus avec la restauration du capitalisme en URSS. Mais le premier aspect - révolutionnaire et principal jusqu'à sa défaite - en parlez-vous ? Non, ou très rarement à l'heure actuelle !

Alors, on a honte ? Qu'est-ce qui nous fait tant honte ? Pas le passé glorieux du stalinisme, on espère ! Il reste alors la propagande matraquée par la bourgeoisie et ses laquais, qui utilisent les aspects négatifs et secondaires du stalinisme pour en faire quelque chose de terrifiant, allant même jusqu'à comparer Staline à Hitler.

C'est une guerre idéologique que mène la bourgeoisie. Et, les communistes, livrent-ils la bataille face à cette offensive ? Ce n'est pas évident. Plutôt, ils s'amusent à semer la confusion (c'est le moins qu'on puisse dire) dans les esprits en disant soutenir (sans trop de conviction) les aspects positifs et principaux tout en déversant des flots de palabres sur les aspects secondaires. La vérité est-elle toujours révolutionnaire ?

Un camarade

HAUBOURDIN-LYCEENS EN GREVE

Ça va chauffer d'une manière ou d'une autre

IL n'y a pas que dans nos logements que le gouvernement veut imposer des restrictions de chauffage. Ainsi, au lycée Beauré (**)(Haubourdin dans le Nord), ce sont dans des classes ne dépassant pas dix degrés de température en moyenne que les élèves doivent travailler.

Mais en fait, le problème date de bien avant les restrictions. Reprenons depuis le début : le lycée Beauré est doté de quatre chaudières pour l'ensemble des bâtiments : éloignement des chaudières par rapport aux bâtiments entraîne une perte de chaleur. Deuxième remarque : sur ces quatre chaudières, une seule fonctionne et cela, depuis trois ans. Et devinez un peu pour qui ? Pour le bâtiment administratif évidemment où, ma foi, on n'est pas trop dérangé par les intempéries. Qu'on pense

un peu seulement que les internes sont obligés d'arracher les rideaux pour s'en faire des couvertures la nuit...

Les lycéens ont entamé des mouvements de grève dès le mardi 23 octobre. Les délégués de chaque classe se mobilisent pour faire une réunion où il est décidé de faire grève le jeudi suivant. Mais c'est dès l'après-midi même que les BEP (*) partent en grève. Très vite, le mouvement s'étend à tous les techniques et les classiques. Mercredi 24 octobre, mille lycéens restent dans la cour du lycée, refusant de travailler dans le froid.

Jeudi 25 octobre, de mille trois cents à mille quatre cents lycéens restent en dehors du lycée. Pendant ce temps, les délégués de classe accompagnés de parents des fédérations Cornec et Lagarde obtiennent une réunion avec l'administration

et la direction. Elle promet la réparation des chaudières après les vacances de la Toussaint.

La proposition de la direction est acceptée mais attention, une chose est sûre, c'est qu'après les vacances de la Toussaint, ça va chauffer d'une manière ou d'une autre !

C'est à l'administration de bien réfléchir et de tenir ses promesses.

Un seul regret dans ce mouvement, c'est le peu de professeurs aux côtés des lycéens en lutte : dommage car eux aussi ils ont froid ! (*) BEP : Classe de BEP, brevet d'enseignement professionnel.

(**) Le lycée polyvalent de Beauré regroupe un CES, un LEP, un lycée classique, une SES. Beauré compte 1560 élèves.

Correspondant, article réalisé avec sept lycéens.



Apprendre... mais dans de bonnes conditions

LES ELECTIONS AUX CONSEILS DE PRUD'HOMMES DU 12 DECEMBRE PROCHAIN

Quels enjeux ?

QUATORZE millions et demi de travailleurs auront à désigner leurs représentants aux conseils de prud'hommes le 12 décembre prochain.

C'est un événement politique important. Il est important de par le nombre de travailleurs concernés (tous ceux qui dépendent du droit privé) et de par les enjeux de ces élections qui dépassent largement la désignation des conseillers de prud'hommes.

C'est le gouvernement qui, avec sa loi de 1979, a décidé de donner un caractère de masse à ces élections. Cette décision du pouvoir n'est pas exempte d'arrière-pensées. Nous en voyons trois :

— Si la participation n'est pas massive, le gouvernement et le patronat pourront justifier la suppression des élections aux conseils de prud'hommes au profit d'une simple désignation, ce qui était leur but avoué ces dernières années.

— Mais le but principal, c'est de contester la représentativité de la CGT et de la CFDT. Le gouvernement compte pour cela sur le sentiment d'échec ressenti par les travailleurs en mars 1978 et sur les effets négatifs de la division syndicale qui s'est souvent manifestée depuis.

Enfin, le gouvernement en introduisant un collège cadre vise à affaiblir le poids des représentants de la classe ouvrière. Il compte sur l'attitude hésitante et vacillante des cadres. En effet, leurs représentants sont bien souvent liés aux intérêts du patronat, vu leur fonction. Le gouvernement compte sur une « majorité : cadre, patron » contre les représentants ou-

vriers pour affaiblir ce que de nombreux travailleurs estiment être le « dernier secours ».

A l'occasion de ces élections, le gouvernement développera évidemment sa tactique actuelle qui consiste à diviser les syndicats. Aujourd'hui, il ne fait pas de doute que le gouvernement tentera d'isoler la CGT. C'est le sens de ses appels répétés au « consensus social » pour tenter de neutraliser la CFDT.

Il est de l'intérêt de l'ensemble des travailleurs que ces manœuvres échouent. Les résultats à ces élections ne seront pas sans influence sur le développement des luttes des travailleurs et sur l'unité de leurs rangs.

Aussi notre Parti appelle-t-il tous ses militants, ses sympathisants et l'ensemble des travailleurs à œuvrer pour que le vote du 12 décembre soit massif et exprime un clair refus :

— De la politique d'austérité pour les salariés ;

— De la politique de remise en cause des droits démocratiques des travailleurs ;

— Du fameux « consensus social » auquel appellent patronat et gouvernement.

Il convient à cette occasion d'éviter deux écueils :

— Le premier écueil, c'est la division entre la CGT et la CFDT. Le risque de voir des rivalités électorales l'emporter sur la nécessité de l'unité pour la lutte face à la politique de Giscard-Barre-Ceyrac est réel. Ce serait là faire le jeu du pouvoir et du patronat.

L'intérêt des travailleurs n'est pas de voir CGT et CFDT s'affronter. Certes, le débat entre les organisations syndicales, comme

d'ailleurs le débat au sein de ces organisations, est nécessaire, indispensable même. Cela parce qu'il concerne les objectifs, les moyens, les formes de l'action à mettre en œuvre pour que les travailleurs obtiennent un bon rapport de force face au patronat et au gouvernement et arrachent ainsi leurs revendications.

Mais ce débat ne doit pas nuire à l'unité nécessaire, il doit au contraire servir l'unité. L'ennemi, c'est le patronat et le pouvoir, c'est la classe des capitalistes. Ce n'est pas l'autre syndicat, même s'il commet des erreurs.

— Le deuxième écueil, c'est l'électoratisme. Les élections du 12 décembre ne sont pas l'aboutissement de la mobilisation et des luttes qui se développent, notamment depuis cet été. Elles n'en sont qu'un moment, certes important, mais un moment seulement. Il ne s'agit pas de concevoir les luttes comme un moyen de faire un bon score le 12 décembre et après c'est fini, on range ses affaires et on se repose.

Au contraire, le 12 décembre, c'est une nouvelle occasion de poursuivre le débat sur l'unité et la lutte nécessaire et possible face à l'offensive du capital, c'est un moyen d'exprimer la condamnation massive par les travailleurs de la politique de Giscard-Barre-Ceyrac.

Sachons nous saisir de toutes les occasions et développons la lutte unie, classe contre classe !

Le Secrétariat du PCML
Le 31 octobre 1979

Ça contrôle, ça radie, ça suspend !

PROJETS G.A.M.I.N. (*) A.U.D.A.S.S. (**), profil médical, interdictions professionnelles : des synonymes. Chaque jour des petits faits divers coincés entre la météorologie et les déclarations de Barre, lèvent un peu plus le voile de la répression.

Le 21 janvier 1975, Jean Claude Driant est condamné « pour détention et transport illégal d'explosifs » destinés à des libertaires espagnols.

Sa voiture a explosé, alors qu'il les transportait : il est handicapé à 85 %.

En juin 1977, Jean Claude a droit à une allocation logement et à l'allocation aux adultes inadaptés, en tout 1 600 francs.

Le 31 janvier, la sécurité sociale lui fait part d'une décision définitive « attendu que l'intéressé a été

condamné pour détention et transport illégal d'explosifs, toutes les allocations sont refusées à Jean-Claude ». « Je n'ai plus rien et il m'est impossible de travailler. Je ne peux plus vivre. J'ai dû déménager plusieurs fois parce que la police avait rendu visite à mon propriétaire ... et je suis tenu par le contrôle judiciaire d'avoir un domicile fixe ».

Voilà pour Jean-Claude.

Le cas du juge Philippe de Llorca n'est pas identique à celui de Jean-Claude, loin s'en faut, mais la toile de fond est comparable.

Ce juge pour enfants a été suspendu de ses fonctions parce qu'il a hébergé un toxicomane, parce qu'il s'habille d'une manière « choquante », parce qu'il a une autre conception de sa

profession que son supérieur, parce qu'il n'est pas ennemi des idées et du combat syndicaux.

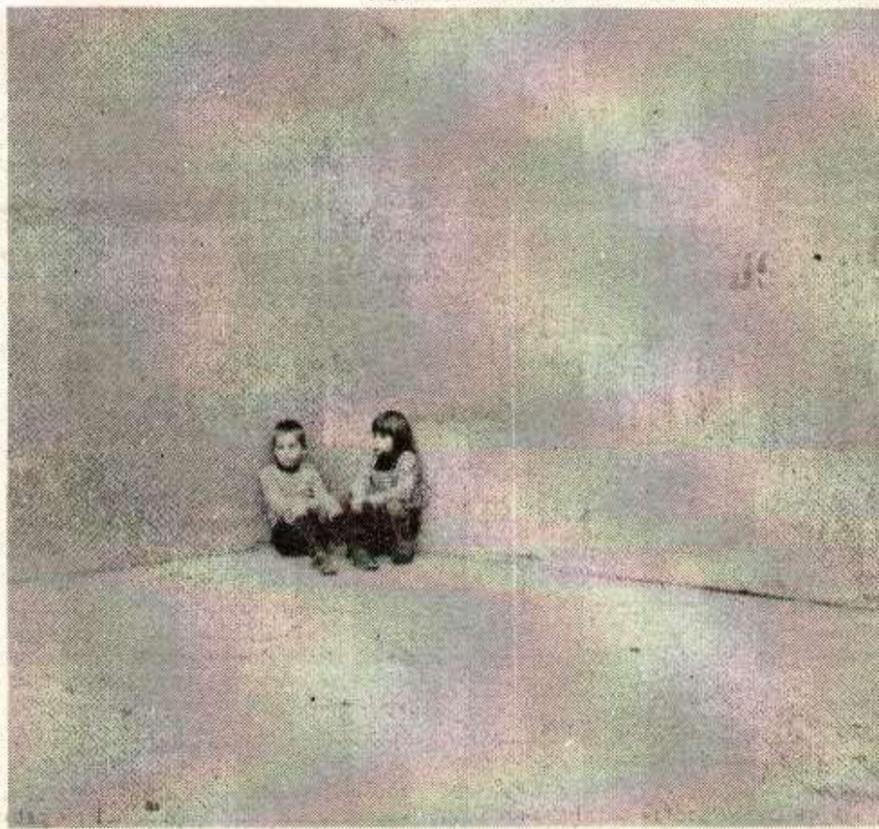
M. Llorca était devenu un empêchement de briser en rond tout délinquant, il a été suspendu.

350 personnes à l'appel du Syndicat de la magistrature ont manifesté samedi 27 octobre à Verdun pour soutenir le juge Llorca.

Nathalie VILLOTIERS

* G.A.M.I.N. : Gestion automatisée de la médecine infantile. Système de filage par le biais de la surveillance médicale.
** AUDASS : Automatisation des directions départementales d'action sanitaire et sociale : liaison des différents fichiers.

Matricules No X0125 et No B2054. En récréation...



A VALENCE
SAMEDI 27 OCTOBRE

Contre les lois Barre-Bonnet-Stoleru

Valence, samedi 27 octobre.

A l'appel des UL-CGT et CFDT, des ASTI (Association de solidarité avec les travailleurs immigrés) du département, ainsi que de nombreuses autres organisations s'est tenue une réunion publique contre les projets de loi Barre-Bonnet-Stoleru. Après la projection du film sur l'affaire Youssef Sassi, des prises de parole ont permis d'expliquer en détail quelle arme de division représentaient ces lois et la nécessité de les combattre.

Elles ont également insisté sur la nécessité de combattre le racisme, de réaliser l'unité de la classe ouvrière, plus particulièrement en faisant prendre conscience aux travailleurs français que défendre l'intérêt des travailleurs immigrés, c'était aussi défendre le leur, face aux attaques patronales de plus en plus dures.

Il a été reconnu par les syndicalistes présents que les organisations syndicales avaient particulièrement à prendre en compte ce problème et à avancer dans cette voie.

Un exemple a été donné dans le débat qui a suivi, de la participation de la section syndicale de l'usine Caravelair qui avait participé au 4e Festival international des travailleurs immigrés en organisant à l'intérieur même de l'usine, avec l'ASTI de Valence, une exposition de panneaux contre le racisme et également projeté le film sur Sassi, ce qui représentait un exemple positif de ce qu'on peut faire à la base pour avancer dans le débat et la prise de conscience de ce problème.

Un syndicaliste de chez Reynolds est également intervenu pour expliquer que sa section CFDT préparait également en compte la défense des travailleurs immigrés de l'usine et qu'un débat avait lieu dans cette section.

Dans l'intervention de l'ASTI de Valence, un point a été souligné de la complémentarité de l'action des syndicats dans les entreprises, et de l'ASTI dans les quartiers. A la fin du meeting, une motion a été votée pour intervenir auprès de la préfecture.

Bien que la participation à cette réunion publique fut assez modeste (environ cinquante personnes), elle a quand même marqué un pas en avant dans le travail qu'il reste à faire pour réaliser l'unité Français-immigrés et pour abattre les projets de lois racistes.

Correspondant de Valence du PCRml et du PCML.

BAYONNE

On peut vaincre les feuilles d'automne

Bayonne, correspondance.

OCTOBRE 1978, les camarades du Parti de la ZUP de Bayonne lançaient un tract signé d'un groupe de locataires de la ZUP. La cible : les impôts locaux exorbitants. Octobre 1979, le coefficient servant à fixer les impôts locaux sont baissés

pour tous les HLM de Bayonne. D'énormes erreurs mises à jour par les locataires vont être rectifiées, la différence sur le tout remboursée (sur près de 7 500 logements).

Entre temps, que s'était-il passé ? Une longue lutte : affiches, tracts, manifestations, occupation d'une séance du conseil municipal dont le maire ne s'enfuit au bout d'un quart d'heure qu'après une courte échauffourée, passages fréquents au mégaphone, assemblées générales dans les différents cités HLM...

Une longue lutte aussi sur le terrain administratif : 2 délégués acceptés par le maire pour la commission communale. Ces deux délégués ont été élus par l'assemblée générale des locataires en lutte. Il y eut des assemblées de quartier pour préparer un dossier costaud pour contrer les normes techniques qui fixent la valeur locative des appartements. Le refus de paiement jusqu'en juin 1978.

Octobre 1979, la commission communale se réunit avec à l'étude le dossier des locataires. Tout n'est pas accepté mais les coefficients sont baissés, les erreurs rectifiées. Pour la première fois, on va nous rembourser et nos impôts locaux baissent.

Une longue lutte terminée par une victoire et extrêmement riche sur le plan de :

- L'unité à la base et dans l'action.
- L'expérience énorme sur le détail des normes de fixation des impôts locaux.
- Une énorme confiance des locataires envers les camarades de notre Parti.

MONTPELLIER

Les chauffeurs de bus obtiennent satisfaction

FACE à la détermination des travailleurs de la SMTU (Société montpelliéraine de transport) à mettre en application leur préavis de grève dès lundi, la direction a convoqué la CGT (seul syndicat ayant appelé à la grève) le lundi 29 octobre. Les revendications portaient - rappelons-le - sur l'amélioration des conditions de travail des chauffeurs, sur la ligne No 1 en particulier (voir HR No 1156 du 27 octobre). Résultat :

- Un bus de plus est obtenu sur la ligne 1 ;
- 15 minutes de récupération payées pour les chauffeurs de bus articulés (ce qui donne deux jours et demi payés par an).

Réuni en assemblée générale le lundi matin pour examiner les résultats, le personnel se montrait satisfait et décidait la prise normale du travail. Il faut dire que le résultat concernant la récupération payée pour les chauffeurs des bus articulés (ou bus chenille) est le premier de ce genre obtenu en France.

C'est donc un précédent intéressant sur lequel pourrait s'appuyer d'autres chauffeurs par la suite. Le protocole d'accord devait être signé dans l'après-midi.

Correspondant HR d'après un délégué CGT de la SMTU



Les luttes sur le logement : des formes multiples...

TOURS

Vestil évacué par les flics

Tours, correspondance

DES lundi 22 au matin, le conflit Vestil a repris à Tours la vedette après un week-end calme. Le directeur et ses cadres amenaient, après diverses pressions et promesses des non-grévistes à manifester à Tours : une banderole : « ...Libérez notre usine ». Une manif devant la préfecture puis la mairie. Le hall de la rédaction de la *Nouvelle République* est ensuite visité. La solidarité de classe se manifeste. Entre bourgeois, on se comprend. Une délégation de non-grévistes est reçue à la préfecture, dirigée par le directeur. Et à la *Nouvelle Répu-*

blique ensuite, les mêmes sont reçus par les « huiles ». La suite du conflit montre que le cirque de la direction Vestil a permis de clarifier quelques idées.

Une dizaine de non-grévistes ont quitté la manif directoriale quand elles ont pris conscience du sale rôle qu'on leur faisait tenir.

La direction de la *Nouvelle République* a montré une fois encore combien elle est libre et indépendante :

photo complaisante du directeur et non-grévistes, des articles tendancieux, censure de la quasi-totalité des communiqués de soutien (pour une fois, il n'y avait pas que celui du PCML qui était passé sous silence), assimilation des militants syndicaux et politiques à des anarchistes.

Revenons au conflit. Mardi 23 octobre, 6 délégués CFDT étaient assignés au tribunal des référés. Leur avocat exposa la justesse de leur grève, le non respect de la législation du travail à Vestil (comité d'entreprise...), les conditions de salaires, le droit constitutionnel de grève...

Celui des patrons pleurnicha sur le sacro-saint droit de propriété. Le verdict fut reporté au jeudi 25 octobre.

Les non-grévistes venus avec leur banderole déployée repartaient piteux. Ils pensaient naïfs que l'expulsion allait être prononcée de suite. Ce que le juge ne fit pas immédiatement. Le faire, avec la connaissance qu'il avait du dossier, eut montré trop nettement qu'il était au service du patronat et de l'argent. Pour jouer les impartiaux, il s'est donné deux jours et jeudi a ordonné l'évacuation. Celle-ci n'a pas tardé.

Quelques heures après, flics en uniforme et en civil faisaient leur sale boulot. Et direction et jaunes rentrèrent sous les huées. Contrairement à ses promesses de négocier dès l'ouverture des grilles, le patron a renouvelé son refus de négocier.

Cela devrait donner à réfléchir aux non-grévistes à qui il a dans un premier temps promis un acompte proportionnel au mois dernier, puis s'est fait beaucoup plus vague au tribunal par la bouche de son avocat...

Tout le monde a repris le travail depuis lundi 29 octobre. Des négociations sont prévues lundi prochain avec le patron de Paris.

Communiqué de l'administration
En raison du week-end de la Toussaint, les quotidiens datés des 2 et 3 octobre ne sortiront pas.

LE BIMENSUEL QUI DEVAIT SORTIR CETTE SEMAINE NE PARAITRA PAS. IL SORTIRA LA SEMAINE PROCHAINE.

VITROLLES (BOUCHES DU RHONE)
QUE SE PASSE-T-IL AU CAMBODGE ?

RÉUNION-DÉBAT :
Avec la participation de :
- Im Saron : ancien directeur national de l'enseignement du Cambodge, ancien recteur de l'Université technique de Phnom Penh, président du Comité des patriotes du Kampuchea de Montpellier.
- Castan Alain, qui a effectué un voyage au Cambodge en septembre 1978.

AU PROGRAMME :
- Diapositives, films sur les réfugiés et les maquis de résistance à l'armée vietnamienne.
Salle Le Bartas-Vitrolles. Jeudi 8 novembre 20 h 30.

LE THEATRE 1 COLOMBES PRESENTE :
JORGE Y BEB,
Chants libres de l'Amérique latine, les 1, 2 et 3 novembre à 22 h 15 - Prix des places : 25 F et 12 F.

MALDOROR LE MAUDIT (CRÉATION)
Par le théâtre de l'Autre Monde, les 8, 9 et 10 novembre à 22 h 15 - Prix des places 25 F et 12 F.

MUSIQUE MODERNE BRÉSILIENNE :
TONINHOS RAMOS (guitare) - PAULO RAMOS (percussion et batterie)
Les 15, 16 et 17 novembre à 22 h 15 - Prix des places : 25 F et 12 F.

LLAIMA, ENSEMBLE CHILIEN DE DANSE
Les 11 et 18 novembre à 16 heures - Prix des places : 15 F et 8 F.

AUX HALLES,
THEATRE DU GRAND HALL
MONTORGUEIL, 46 RUE DE MONTORGUEIL (MÉTRO LES HALLES)
Tél : 233-80-78

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tél : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

C'est à Vaise que nous voulons vivre et travailler

VAISE, ancien quartier industriel de Lyon, est en train de se vider de ses usines mais aussi de sa population. Le quartier le plus touché par le départ des entreprises est le quartier de l'industrie; les entreprises qui restent sont presque vides: une dizaine de personnes à la SIAM alors qu'il y en avait 140, une dizaine à la Chimique de la Route et aux Ponts et chaussées (alors qu'avant, il y en avait plusieurs centaines), une dizaine au Casino. Des bâtiments sont encore debout mais vides: la « Bière 33 » qui employait 150 personnes, Rivoire et Carret... Les démolisseurs sont à l'œuvre. On rase des entreprises mais aussi des bâtiments anciens où habitaient beaucoup de vieux travailleurs et des travailleurs immigrés et on construit du neuf, pour qui? Par quoi seront remplacées les entreprises? Par des immeubles résidentiels aux loyers très élevés pour la population de Vaise et par... le Crédit agricole qui construit bâtiment sur bâtiment et achète des terrains: un signe évident d'une future spéculation immobilière.

La fermeture des entreprises ne touche pas seulement l'industrie mais tout Vaise. Dans le quartier de la Rhodia, beaucoup d'entreprises sont parties: Lion Noir, Tiss Métal, biscuits Vignal, Morin et les emplois ont considérablement diminué chez Bailly-Comte, à Rhône-Isère, Chez Claude, aux Docks lyonnais.

Cet été encore, nous avons appris de nouveaux licenciements dans de petites entreprises du quartier: Lumb, Claudie, Ragache...

LA VIE A VAISE

Autrefois, Vaise était un quartier vivant où tout le monde se connaissait. Les usines étaient nombreuses mais

Autrefois, Vaise était un quartier vivant où tout le monde se connaissait. Les usines étaient nombreuses mais aussi les cafés où les travailleurs aimaient bien se rencontrer après le travail. Il y avait trois cinémas; le soir, les rues étaient animées très tard.

Aujourd'hui, les cinémas ont fermé. Par contre, on ouvre des entreprises de travailleurs intérimaires. Les cafés ferment, la nuit, les rues sont vides. La population de Vaise vieillit car les jeunes ne trouvent plus de logement à Vaise (il suffit de se promener au marché de Vaise pour s'en rendre compte). Les jeunes sont contraints d'aller habiter dans les ensembles périphériques des Sources, de la Duchère ou de Tassin. Là-bas, il n'y a plus de vie de quartier possible, personne ne se connaît, les suicides sont fréquents, la délinquance se développe et alors on parle d'augmenter les effectifs de la police.

La rénovation des immeubles anciens chasse la population. Ainsi, dans les vieux HLM de la rue du Bourbonnais, le chauffage central a été installé, les WC turcs ont été remplacés par des WC à siège mais les charges et les loyers ont considérablement augmenté. Alors les travailleurs se demandent s'ils pourront rester. Les impôts lo-

caux ont beaucoup augmenté ces dernières années: 630 F pour un F2 dans un ancien HLM (environ deux fois le prix d'un loyer).

D'autres habitants sont chassés par le bruit: le tunnel sous Fourvière et le passage de l'autoroute de Paris ont amené pollution et bruit. Les habitants témoignent:

« On ne peut plus dormir à cause du bruit et particulièrement en fin de semaine et au moment des grands week-ends et des vacances où on voudrait bien se reposer ».

Rue Marietton, il est devenu impossible d'y vivre:

« On ne peut plus ouvrir sa fenêtre à cause du bruit des voitures et des gaz d'échappement ».

Le quartier meurt aussi à cause du manque d'équipements sociaux: il n'y a pas d'hôpital, peu de places de crèche. Dans le quartier de l'industrie, le centre social est en train de mourir. Les jardins ouvriers



Démolition de l'usine Pepro (Péchiney-Progyl) dans le quartier de l'industrie.



Les usines ferment mais le tertiaire, et notamment le Crédit agricole, s'implante solidement

Tous les travailleurs du quartier ont les yeux tournés vers la Rhodia: de 7 000 personnes en 1967, le personnel est passé à 1 700 en 1979. La fermeture est annoncée pour la fin de l'année 1980. La Rhodia, c'était le cœur de Vaise. Lorsque la Rhodia bougeait, tous les travailleurs du quartier savaient qu'ils étaient concernés. Lorsqu'une entreprise était en grève, les travailleurs savaient qu'ils pouvaient compter sur « les Rhodia ».

Quant aux commerçants, la Rhodia les faisait vivre. Lorsqu'il y a eu la grande grève à la Rhodia en décembre 1967 contre les premiers licenciements, c'est tout le quartier qui a été solidaire, les commerçants donnaient de la nourriture gratuitement.

l'abandon. Les commerçants arrivent difficilement à tenir le coup: les gérants se succèdent dans les petits magasins d'alimentation, d'autant plus qu'il y a la concurrence du Grand Bazar de Vaise et du Carrefour d'Ecully.

QUE FAIRE ?

C'est toute la population de Vaise qui doit s'unir pour imposer sa volonté d'y vivre et d'y travailler. Il faut se battre dans les entreprises qui restent pour conserver notre emploi, mais il faut se battre aussi pour que de nouveaux emplois soient créés. Où en sont les promesses de conserver les emplois sur

l'emplacement actuel de la Rhodia? Nous devons nous battre pour imposer la création d'équipements collectifs: un hôpital, des crèches, des garderies... Un centre de planification des naissances de la DASS est en projet depuis plusieurs années: nous devons imposer son ouverture le plus rapidement possible mais aussi exiger que ce soit un lieu où les femmes du quartier puissent se rencontrer et que d'autres problèmes soient pris en charge: la santé, les enfants, les problèmes de couple, les problèmes juridiques...

Les travailleurs et les commerçants de Vaise ont besoin les uns des autres, soyons tous solidaires car sauver l'emploi à Vaise, c'est sauver le quartier.

de la Rhodia et des Docks lyonnais ont été repris par les patrons pour soi-disant construire un centre commercial et des immeubles. Un bulldozer est passé et depuis tout est à